



RETURN BIDS TO: RETOURNER LES SOUMISSIONS À: Bid Receiving – Environment and Climate Change Canada / Réception des soumissions – Environnement et Changement climatique Canada 9250 49 Street Edmonton, AB T6B 1K5 BID SOLICITATION DEMANDE DE SOUMISSIONS PROPOSAL TO: ENVIRONMENT AND CLIMATE CHANGE CANADA We offer to perform or provide to Canada the services detailed in the document including any attachments and annexes, in accordance with the terms and conditions set out or referred to in the document, at the price(s) provided. SOUMISSION À: Environnement et Changement climatique Canada Nous offrons d'effectuer ou de fournir au Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans le document incluant toutes pièces jointes et annexes, les services détaillés dans le document, au(x) prix indiqué(s).	Title – Titre Production du guide/manuel d'intervention pour les rives en eau douce d'Environnement et Changement climatique Canada	
	EC Bid Solicitation No. /SAP No. – N° de la demande de soumissions EC / N° SAP 50000036211	
	Date of Bid solicitation 2018-04-13 – Date de la demande de soumissions 2018-04-13	
	Bid Solicitation Closes 2018-05-23 - La demande de soumissions prend fin le 2018-05-23 at – à 14 h on – le	Time Zone – Fuseau horaire Mountain Daylight Savings Time/ Heure d'été des montagnes
	F.O.B – F.A.B Destination	
	Address Enquiries to - Adresser toutes questions à Crystal.hendrickson@canada.ca	
	Telephone No. – N° de téléphone 780-951-8653	Fax No. – N° de télécopieur 780-495-5097
	Delivery Required (YEAR-MM-DD) – Livraison exigée (AAAA-MM-JJ) Comme il est indiqué dans l'énoncé des travaux.	
	Destination - of Services / Destination des services Section des urgences – Sciences et technologie 335, chemin River Ottawa (Ontario) K1V 1C7	
	Security / Sécurité Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.	
Vendor/Firm Name and Address - Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur		
Telephone No. – N° de téléphone	Fax No. – N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm: (type or print) / Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
Signature	Date	

TABLE DES MATIÈRES

TITRE : Production du guide/manuel d'intervention pour les rives en eau douce d'Environnement et Changement climatique Canada

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Ancien fonctionnaire
4. Demandes de renseignements en période de soumission
5. Lois applicables
6. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations exigées avec la soumission

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET AUTRES EXIGENCES

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 – CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires (*le cas échéant*)
7. Paiement
8. Instructions relatives à la facturation
9. Lois applicables
10. Règlements concernant les emplacements du gouvernement
11. Exigences en matière d'assurance
12. Ordre de priorité des documents

Liste des annexes

Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Base de paiement
Annexe C	Exigences en matière d'assurance
Annexe D	Liste de noms pour le formulaire de vérification de l'intégrité
Annexe E	Lettre concernant la disponibilité

TITRE : Production du guide/manuel d'intervention pour les rives en eau douce d'Environnement et Changement climatique Canada

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon dont se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels il faut satisfaire dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 Attestations : renferme les attestations à fournir;

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre (*s'il y a lieu*);

Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'énoncé des travaux, la base de paiement, la liste d'exigences de sécurité, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en emploi – certification, et les exigences en matière d'assurance.

2. Sommaire

- 2.1 Environnement et Changement climatique Canada a besoin de produire son guide/manuel d'intervention pour les rives en eau douce, comme il est indiqué dans l'énoncé des travaux, à l'annexe A de la demande de soumissions. Le contrat doit couvrir une période de deux exercices financiers, de la date d'attribution au 31 mars 2020.
- 2.2 Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.
- 2.3 Les soumissionnaires doivent fournir une liste des noms ou d'autres renseignements connexes, selon le besoin, conformément à la section 01, Dispositions relatives à l'intégrité – soumission des instructions uniformisées 2003.
- 2.4 Pour les besoins du service, les soumissionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent fournir l'information demandée à l'article 3 de la partie 2 de la demande de soumissions.

- 2.5 Le besoin est sous réserve des dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

3. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Ils doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions indiquées dans la demande de soumissions par numéro, date et titre sont présentées dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat de TPSGC* (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2016-04-04), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Les instructions uniformisées 2003 sont modifiées comme suit :

Sous « texte » à 02

Supprimer : « Numéro d'entreprise - approvisionnement »

Insérer : « Supprimé »

À la section 02, Numéro d'entreprise – approvisionnement

Supprimer : Supprimer en entier

Insérer : « Supprimé »

À la section 05, Présentation des soumissions, sous-section 05 (2d)

Supprimer : Supprimer en entier

Insérer : « d'envoyer sa soumission seulement à Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), comme il est indiqué à la page 1 de la demande de soumissions, ou à l'adresse précisée dans la demande de soumissions; »

À la section 06, Soumissions déposées en retard

Supprimer : « TPSGC »

Insérer : « Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) »

À la section 07, Soumissions retardées

Supprimer : « TPSGC »

Insérer : « Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) »

À la section 08, Transmission par télécopieur, sous-section 08 (1)

Supprimer : Supprimer en entier

Insérer : « Les soumissions peuvent être transmises par télécopieur si la demande de soumissions le précise. »

À la section 12, Rejet d'une soumission, sous-sections 12 (1) a. et b.

Supprimer : Supprimer en entier

Insérer : « Supprimé »

À la section 17, Coentreprise, sous-section 17 (1) b.

Supprimer : « le numéro d'entreprise – approvisionnement de chaque membre de la coentreprise; »

Insérer : « Supprimé »

À la section 20, Autres renseignements, sous-section 20 (2)

Supprimer : Supprimer en entier

Insérer : « Supprimé »

À la section 05, Présentation des soumissions, sous-section 05 (4)

Supprimer : « soixante (60) jours »

Insérer : « cent vingt (120) jours »

1.1 Clauses du Guide des CCUA de TPSGC

1.1.1 A7035T (2007-05-25) Liste des sous-traitants proposés

Lorsque la soumission comprend le recours à des sous-traitants, le soumissionnaire s'engage, à la demande de l'autorité contractante, à fournir une liste de tous les sous-traitants, y compris une description des biens et des services à acheter, une description des travaux à exécuter et l'endroit où ces travaux seront exécutés. La liste ne devrait pas comprendre l'achat d'articles et de logiciels du commerce, et des articles et du matériel standard fabriqués habituellement par les fabricants dans le cours normal de leurs affaires ou la fourniture des services connexes qui peuvent habituellement faire l'objet de sous-traitance dans le cadre de l'exécution des travaux.

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées au Module de réception des soumissions d'Environnement et Changement climatique Canada (ECCC), situé aux Bureaux Eastgate, au 9250, 49^e Rue, Edmonton (Alberta) T6B 1K5, Canada.

En raison de la nature de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à ECCC ne sont **pas** admises.

Les soumissions doivent être envoyées à l'adresse indiquée de réception des soumissions. ECCC n'assume **aucune** responsabilité pour les soumissions acheminées ailleurs.

3. Ancien fonctionnaire – Soumission concurrentielle (à remplir par le soumissionnaire)

Les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à d'anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si les réponses aux questions et, s'il y a lieu, les renseignements requis n'ont pas été fournis à la date de fin de l'évaluation des soumissions, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et de satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

Définitions

Aux fins de cette clause, « ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des

Forces canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a) un individu;
- b) un particulier qui s'est incorporé;
- c) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- d) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

Le terme « période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place de divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'indemnité de cessation d'emploi, qui se mesure de façon similaire.

Le terme « pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R.C., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la [Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes](#), L.R., 1985, ch. C-17, à la [Loi sur la continuation de la pension des services de défense](#), 1970, ch. D-3, à la [Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada](#), 1970, ch. R-10, et à la [Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada](#), L.R., 1985, ch. R-11, à la [Loi sur les allocations de retraite des parlementaires](#), L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la [Loi sur le Régime de pensions du Canada](#), L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir les renseignements suivants pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) la date de cessation de l'emploi ou de la retraite de la fonction publique.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des contrats, sur les sites Web des ministères, et ce, conformément à [l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2](#) et aux [Lignes directrices sur la divulgation proactive des marchés](#).

Directive sur le réaménagement des effectifs

Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire conformément aux modalités de la Directive sur le réaménagement des effectifs?

Oui () Non ()

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;

- c) la date de cessation d'emploi;
- d) le montant du paiement forfaitaire;
- e) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date de début, la date de fin et le nombre de semaines;
- g) le nombre et le montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peuvent être payés à un ancien fonctionnaire ayant reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

4. Demandes de renseignements en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au plus tard sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions à l'adresse courriel indiquée sur la page couverture. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires doivent indiquer aussi fidèlement que possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les soumissionnaires doivent prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

5. Lois applicables

Tout contrat subséquent doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est effectué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

6. Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle

Environnement Canada a déterminé que tout droit de propriété intellectuelle résultant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada, pour les raisons suivantes :

(6.4.1) l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est de générer des connaissances et des renseignements qui seront diffusés au public.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent les exemplaires de leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (1 copie papier)

Section II : Soumission financière (1 copie papier)

Section III : Attestations (1 copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission. Remarque : Les soumissions doivent être présentées sous double enveloppe. La soumission financière est placée dans une enveloppe secondaire cachetée. Cette enveloppe ne sera ouverte que lorsqu'il aura été jugé que le soumissionnaire satisfait aux critères obligatoires et techniques.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po sur 11 po (216 mm sur 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a publié une politique exigeant des ministères et des organismes fédéraux qu'ils prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Voir la [Politique d'achats écologiques \(http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html\)](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc plutôt que couleur, impression recto verso ou à double face, document broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches, ni reliure à anneaux;
- 3) imprimer recto verso.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions, tout en précisant comment ils respecteront ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de

faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro du paragraphe et la page où le sujet visé est déjà traité. Les soumissionnaires doivent démontrer leur conformité aux sections suivantes de la demande de soumissions en fournissant des renseignements détaillés décrivant de façon complète et approfondie en quoi les exigences sont respectées. Les soumissionnaires doivent fournir, avec leur soumission technique, un document indiquant clairement où se trouvent les renseignements détaillés relatifs aux sections ci-dessous.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière conformément à la **base de paiement indiquée à l'annexe B**. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toutes les offres qui comprennent une telle disposition seront jugées non recevables.

Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Introduction

Pour répondre aux exigences décrites dans les présentes, le soumissionnaire doit avoir acquis de l'expérience dans le cadre de contrats conclus avec des clients qui n'appartiennent pas à sa propre organisation. Dans le cas d'une coentreprise, l'expérience combinée des parties constituant la coentreprise sera prise en compte dans l'évaluation de l'expérience du soumissionnaire.

Les éléments d'expérience mentionnés sans données à l'appui pour décrire où et comment ils ont été acquis ne seront pas pris en compte dans l'évaluation.

1.2 Processus d'évaluation

Toutes les soumissions seront évaluées conformément au processus décrit ci-dessous.

Le processus d'évaluation et la sélection de l'entrepreneur se divisent en trois étapes.

Les soumissionnaires ne seront pas tenus au courant de l'état d'avancement de leur soumission et aucune cote provisoire, aucun résultat connexe ou détail similaire ne leur sera communiqué jusqu'à ce que l'évaluation de toutes les soumissions ait été menée à terme et que le contrat ait été attribué.

Même si l'évaluation et la sélection se déroulent par étapes, le passage à une autre étape, quelle qu'elle soit, ne doit pas être réputé signifier que le Canada a définitivement jugé que la proposition à l'étude a réussi les étapes précédentes.

a) Étape 1 : Confirmation de conformité aux **exigences obligatoires**

Les soumissions seront d'abord examinées par l'équipe d'évaluation qui établira si elles sont conformes aux exigences **OBLIGATOIRES** de la présente demande de soumissions. Les soumissions qui ne sont pas conformes à toutes les exigences **OBLIGATOIRES** sans exception seront rejetées d'emblée.

Veuillez indiquer le numéro de la page démontrant que votre entreprise respecte les exigences obligatoires.

POINT	EXIGENCES OBLIGATOIRES	Numéro de page	SATIS-FAIT/ NON SATIS-FAIT
O1	Acceptation des Conditions générales d'ECCC et des clauses du contrat subséquent contenues dans la présente demande.		
	Comme le montre le dossier <ul style="list-style-type: none"> Le soumissionnaire n'a proposé aucun changement aux exigences d'ECCC. Le soumissionnaire a signé la première page de la demande de soumissions. 		
O2	Exigence minimum pour une entreprise en activité		
	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a acquis un minimum de 10 ans d'expérience de travail sur le terrain, plus particulièrement dans le domaine des rives des rivières ou des lacs, et dans la prestation de conseils sur la préparation et l'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures en milieu marin et en eau douce.		
O3	Expérience du personnel assigné au service requis		
	Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède au moins 10 ans d'expérience de travail avec les techniques d'évaluation pour la restauration de la rive (TERR).		
O4	Disponibilité des ressources		
	Le soumissionnaire doit fournir des copies signées de l'annexe E. Cette exigence s'applique aussi au propriétaire/propriétaire unique s'il participe à l'exécution des travaux.		

b) Étape 2 : Évaluation technique selon les exigences cotées

Les soumissions qui répondent à toutes les exigences obligatoires seront évaluées en fonction des exigences cotées décrites dans les critères d'évaluation cotés par points.

L'équipe d'évaluation allouera des points pour la note technique en se fondant sur le maximum possible de points pour chaque critère.

Pour déterminer la note à attribuer, l'évaluation consistera en l'examen des énoncés et de la documentation justificative dont il est fait renvoi dans les réponses aux exigences cotées.

Pour être considérées comme conformes, les soumissions doivent également atteindre, ou dépasser, **la note de passage globale requise de 53 points sur les 76 points disponibles**. Toute soumission qui n'atteint pas la note de passage globale sera réputée non conforme, et elle sera rejetée.

Point	Critères cotés	Note maximale	Note attribuée
1. COMPRÉHENSION DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS (MAXIMUM DE 6 POINTS) MINIMUM REQUIS : 3 POINTS	C1. La proposition indique-t-elle une compréhension claire et logique de l'objectif et de l'énoncé des travaux? La proposition démontre clairement les objectifs et l'énoncé des travaux et le fait d'une manière logique. La proposition démontre clairement les objectifs et l'énoncé des travaux, mais ne le fait pas d'une manière claire et logique. La proposition ne démontre pas du tout les objectifs et l'énoncé des travaux.	Max. de 6 points 6 3 0	
2. PLAN DE TRAVAIL, APPROCHE ET MÉTHODOLOGIE (MAXIMUM DE 36 POINTS) MINIMUM REQUIS POUR C2 A) ET B) : 24 POINTS	C2. A) Le plan de travail indique-t-il les jalons et la façon dont l'entrepreneur satisfera aux exigences de l'énoncé des travaux? <i>(Des points partiels seront accordés pour le critère C2 A) comme l'indique cette section.)</i> La proposition indique clairement les jalons, le calendrier et les résultats attendus pour toutes les exigences indiquées dans l'énoncé des travaux. La proposition manque de	Max. de 12 points 12 8	

	<p>renseignements sur les jalons, les échéances et les résultats attendus pour certaines des exigences indiquées dans l'énoncé des travaux.</p> <p>La proposition manque de renseignements sur les jalons, les échéances et les résultats attendus pour bon nombre des exigences indiquées dans l'énoncé des travaux.</p> <p>La proposition manque de renseignements sur les jalons, les échéances et les résultats attendus pour toutes les exigences indiquées dans l'énoncé des travaux.</p>	<p>4</p> <p>0</p>	
	<p>C2. B) L'approche et la méthodologie présentées sont-elles logiques, exhaustives et bien définies pour chacune des tâches dans l'énoncé des travaux? <i>(Des points partiels seront accordés pour le critère C2 B) comme l'indique cette section.)</i></p>	<p>B) Max. de 24 points</p>	
	<p>Tous les six points ci-dessous sont satisfaits :</p> <p>(1) L'approche présentée est logique et exhaustive.</p> <p>(2) L'approche présentée est bien définie.</p> <p>(3) Les étapes de la méthodologie présentée sont logiques et exhaustives.</p> <p>(4) Les étapes de la méthodologie présentée sont bien définies.</p> <p>(5) Les défis potentiels sont clairement indiqués.</p> <p>(6) Des solutions potentielles aux défis sont fournies.</p>	<p>24</p>	
	<p>L'un des points ci-dessus n'est pas satisfait, mais les cinq autres points le sont.</p>	<p>20</p>	
	<p>Deux des points ci-dessus ne sont pas satisfaits, mais les quatre autres points le sont.</p>	<p>16</p>	

	<p>Trois des points ci-dessus ne sont pas satisfaits, mais les trois autres points le sont.</p> <p>Quatre des points ci-dessus ne sont pas satisfaits, mais les deux autres points le sont.</p> <p>Cinq des points ci-dessus ne sont pas satisfaits, mais le point restant l'est.</p> <p>Aucun des points ci-dessus n'est satisfait.</p>	<p>12</p> <p>8</p> <p>4</p> <p>0</p>	
<p>3. EXPÉRIENCE DE L'ÉQUIPE DE PROJET (MAXIMUM DE 31 POINTS)</p> <p>C3 A) : MINIMUM DE 4 POINTS REQUIS, POUR LEQUEL UN MINIMUM DE 2 POINTS DOIVENT ÊTRE SATISFAITS PAR AU MOINS UNE PERSONNE.</p> <p>C3 B) : MINIMUM DE 2 POINTS REQUIS</p>	<p>C3. A) L'expérience cumulative de l'équipe du projet lui permet-elle de remplir ses fonctions efficacement? <i>(Des points partiels seront accordés pour le critère C4 comme l'indique cette section.)</i></p> <p>Combien d'années d'expérience au total l'équipe de projet (y compris le gestionnaire de projet) possède-t-elle par rapport aux projets associés aux processus géologiques sur les littoraux et à la contamination liée aux déversements d'hydrocarbures sur les rives des lacs et des rivières? L'expérience doit être clairement décrite dans la proposition.</p> <p>Pour réussir C3 A) au moins un membre de l'équipe (il peut s'agir du gestionnaire de projet) doit satisfaire au moins 2 points. Si ces conditions ne sont pas satisfaites, la proposition sera jugée non conforme à C3 A).</p> <p>1 point par année (à partir de 10 ans et plus)</p> <p>C3. B) Le gestionnaire de projet a-t-il l'expérience et les compétences nécessaires pour gérer des projets de cette nature? <i>(Des points partiels seront accordés pour le critère C3 B) comme l'indique cette section.)</i></p> <p>Combien d'années d'expérience le</p>	<p>A) 10 points max. et 4 points min. au total, pour lequel un minimum de 2 points doivent être obtenus par au moins un membre de l'équipe.</p> <p>B) 7 points max. et 2 points min.</p>	

Le présent processus d'invitation à soumissionner vise à attribuer un contrat pour exécuter les tâches décrites dans l'énoncé des travaux, et ce, pendant une période de deux ans.

Le prix total de la soumission pour évaluation sera établi conformément à l'annexe B – Base de paiement. Les soumissionnaires doivent remplir toutes les cases du document pour que leur soumission soit jugée recevable.

Remarque : une case ne peut pas rester vide. Toutefois, un montant de 0,00 \$ ou NIL peut être saisi. Il faut comprendre que tous les travaux doivent être exécutés et la réponse de 0,00 \$ ou NIL ne signifie pas que le travail ne sera pas terminé, mais plutôt que le prix est inclus ailleurs dans la soumission financière. Prière de préciser si tel est le cas.

La soumission financière correspond à la somme des prix inscrits sur toutes les lignes des tableaux de l'annexe B – Base de paiement.

c) Étape 4 : Sélection de l'entrepreneur

Note combinée la plus élevée sur le plan du mérite technique (70 %) et du prix (30 %) dans les limites du budget.

- a) Satisfaire à toutes les **exigences obligatoires**, y compris la présentation de copies de toutes les **attestations**.
- b) Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
 - (i) respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
 - (ii) obtenir au moins la note minimale pour chaque critère indiqué dans le tableau et la note minimale globale de 70 %.
- c) Les soumissions qui ne répondent pas aux exigences (i) ou (ii) seront déclarées non recevables.
- d) Ni la soumission recevable obtenant le pointage technique le plus élevé ni celle qui a le prix évalué le plus bas ne seront nécessairement acceptées. La soumission recevable avec la note combinée la plus élevée de valeur technique et de prix sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.
- e) La note pour le mérite technique de chaque soumission recevable sera calculée comme suit : le nombre total de points obtenus sera divisé par le nombre total de points pouvant être accordés, puis multiplié par 70 %.
- f) Pour déterminer l'entrepreneur retenu, toutes les soumissions conformes aux exigences techniques obligatoires seront ouvertes et le contrat sera octroyé au soumissionnaire dont la proposition est la plus basse.

Grille de calcul

- 1) L'évaluation technique est pondérée à 70 %.
- 2) Le prix est pondéré à 30 %.

- 3) La proposition ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 70/30 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement. Le nombre total de points pouvant être accordé est de 76 et le prix évalué le plus bas est de 148 000 \$.

		Soumissionnaire 1	Soumissionnaire 2	Soumissionnaire 3
Note technique globale		55/76	53/76	58/76
Évaluation du prix de la soumission		155 000,00 \$	148 000,00 \$	161 000,00 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	$55/76 \times 70 = 50,66$	$53/76 \times 70 = 48,83$	$58/76 \times 70 = 53,42$
	Note pour le prix	$148/155 \times 30 = 28,65$	$148/148 \times 30 = 30$	$148/161 \times 30 = 27,58$
Note combinée		79,31	78,83	81
Cote globale		2 ^e	3 ^e	1 ^{re}

1.3 Interprétation par l'équipe d'évaluation des exigences relatives au personnel

Les énoncés et exigences dont il est fait mention s'appliquent à la fois aux renseignements sur l'entrepreneur obligatoires et à ceux cotés.

Le simple fait d'énumérer des titres de poste ou d'affectation, sans fournir de données justificatives, pour décrire les responsabilités, les fonctions et la pertinence par rapport aux exigences, ne sera pas considéré comme une « confirmation de l'expérience » pour les besoins de la présente évaluation.

Le ou les mois d'expérience valide indiqués pour un projet dont l'échéancier chevauche celui d'un autre projet mentionné ne seront comptés qu'une seule fois. Par exemple : la durée du projet 1 va de juillet 2001 à décembre 2001 et celle du projet 2, d'octobre 2001 à janvier 2002; le nombre total de mois d'expérience pour ces 2 projets est donc de sept (7) mois.

Dans la description de l'expérience, le soumissionnaire doit préciser le mois et l'année du début et de la fin de la période durant laquelle il a acquis l'expérience en question.

Dans sa description de l'expérience, si le soumissionnaire ne mentionne que les années sans préciser les mois, l'équipe d'évaluation ne lui accordera tout au plus qu'un mois d'expérience.

L'expression « au cours des huit dernières années » signifie « au cours des huit années précédant la date de clôture de la demande de soumissions ». Si la date de clôture de la demande de soumissions est changée après la publication initiale de celle-ci, le soumissionnaire peut, s'il le désire, considérer que cette durée est mesurée à partir de la première date de clôture ou de la date de clôture définitive, à moins d'une indication contraire dans une modification apportée à la demande de soumissions.

Des expressions comme « expérience du travail d'électricien » (ou autre titre de catégorie de ressource) signifient que l'expérience doit correspondre, à la satisfaction de l'équipe d'évaluation, aux exigences qui s'appliquent à cette catégorie de ressource, telles qu'elles sont indiquées dans l'énoncé des travaux accompagnant la demande de propositions.

Des expressions comme « expérience des affaires liées à l'énoncé des travaux » signifient que cette expérience doit correspondre, à la satisfaction de l'équipe d'évaluation, à la nature des exigences relatives aux travaux accomplis par ECCC, comme ils sont décrits dans l'énoncé des travaux, y compris dans les renseignements de contexte et d'introduction, ainsi que dans d'autres renseignements descriptifs.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission irrecevable, ou un entrepreneur en situation de défaut à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou celle du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. Le soumissionnaire qui refuse de se conformer et de collaborer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante s'expose à ce que sa soumission soit déclarée non recevable ou pourra être considéré en situation de manquement.

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – Renseignements connexes

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que ses affiliés et lui respectent les dispositions énoncées à l'article 01, Dispositions relatives à l'intégrité – soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes requis dans les dispositions relatives à l'intégrité permettront au Canada de confirmer que les attestations sont véridiques. Le soumissionnaire doit remplir la « Liste de noms pour le formulaire de vérification de l'intégrité » qui figure à l'annexe D.

2. Autres attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission, mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie comme il est demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai qu'elle lui accorde pour fournir les renseignements. Le défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et de fournir les attestations dans le délai prévu rendra la soumission irrecevable.

2.1 Attestations supplémentaires préalables à l'attribution du contrat – Anciens fonctionnaires

Les renseignements présentés aux pages 8 à 10 doivent être indiqués.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET AUTRES EXIGENCES

1. Exigences relatives à la sécurité

- 1.1 Il n'y a aucune exigence relative à la sécurité. Le soumissionnaire n'aura pas à accéder à des renseignements ou des biens protégés ou classifiés, ou à des édifices et des lieux de travail dont l'accès est réglementé.
- 1.2 Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires doivent consulter le site Web de la [Direction de la sécurité industrielle canadienne \(DSIC\), Programme de sécurité industrielle](http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>).

2. Exigences en matière d'assurance

Guide des CCUA de TPSGC, clause G1007T (2016-01-28), Assurance – preuve de disponibilité avant attribution du contrat

- 2.1 Fournir une lettre d'un courtier d'assurance ou d'une compagnie d'assurance autorisée à exploiter au Canada indiquant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites dans la partie 7 – Clauses du contrat subséquent, 11, Conditions d'assurance. Le soumissionnaire n'est pas tenu de contracter l'assurance jusqu'à réception de la Notification de l'attribution du contrat au moyen d'une lettre d'intention.

Ou

- 2.2 Fournir des copies de la police d'assurance déjà en vigueur, qui répond aux exigences minimales.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans le délai prévu aura pour conséquence que la soumission sera déclarée irrecevable.

PARTIE 7 – CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat éventuel découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

Titre : Production du guide/manuel d'intervention pour les rives en eau douce d'Environnement et Changement climatique Canada

1. Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'ET qui figure à l'annexe A et à la soumission technique de l'entrepreneur intitulée _____, en date du _____.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont énoncées dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2035 (2012-03-02), Conditions générales – besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Les Conditions générales 2035 sont modifiées comme suit :

À la section 14, Frais de transport

Supprimer : En entier

Insérer : « Supprimé »

À la section 15, Responsabilité du transporteur

Supprimer : En entier

Insérer : « Supprimé »

À la section 22, Confidentialité

Supprimer : En entier

Insérer : « Supprimé »

Insérer la sous-section : « 35, Responsabilité »

« L'entrepreneur est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses sous-traitants ou ses agents au Canada ou à tout tiers. Le Canada est responsable de tout dommage causé par lui-même, ses employés, ses agents à l'entrepreneur ou à tout tiers. Les parties conviennent qu'aucune disposition relative à la limitation de la responsabilité ou à des indemnités ne s'applique au contrat à moins d'être reproduite entièrement dans les articles de convention. Les dommages comprennent les blessures causées à des personnes (y compris les blessures entraînant le décès), la perte ou l'endommagement de biens (y compris les biens immobiliers) causés par ou durant l'exécution des travaux du contrat. »

À la section 06, Contrats de sous-traitance

Supprimer : les paragraphes 1, 2 et 3 en entier

Insérer : « L'entrepreneur peut confier en sous-traitance la fourniture de biens ou de services qu'il sous-traite normalement. La sous-traitance n'a pas pour effet de dégager l'entrepreneur de ses obligations en vertu du contrat ni n'imposer, au Canada, des responsabilités envers un sous-traitant. Dans tous les contrats de sous-traitance, l'entrepreneur s'engage à obliger les sous-traitants à respecter les mêmes conditions que celles auxquelles il est soumis conformément au contrat, à moins que l'autorité contractante demande ou consente à ce qu'il en soit autrement. Cela exclut les exigences du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi qui ne s'appliquent qu'à l'entrepreneur ».

À la section 20, Droits d'auteur

Supprimer : En entier

Insérer : « Supprimé »

2.2 Personne(s) identifiée(s)

L'entrepreneur doit fournir les services des personnes suivantes pour exécuter les travaux énoncés dans le contrat : ____ (*inscrire le nom des personnes*).

3. Exigences relatives à la sécurité

- 3.1 Il n'y a aucune exigence relative à la sécurité. Le soumissionnaire n'aura pas à accéder à des renseignements ou à des biens protégés ou classifiés, ou à des édifices et à des lieux de travail dont l'accès est réglementé.

4. Durée du contrat

4.1 Période du contrat

A9022C (2007-05-25) – Période du contrat

La période du contrat commence à la date du contrat et se termine **deux ans plus tard**.

4.2 Période de transition

A0078C (2008-05-12) – Période de transition

L'entrepreneur reconnaît que la nature des services fournis en vertu du contrat exige la continuité et qu'il peut être nécessaire d'ajouter une période de transition à la fin du contrat. L'entrepreneur accepte que le Canada puisse, à sa discrétion, prolonger le contrat d'une période de six (6) mois selon les mêmes conditions afin d'assurer la transition nécessaire. L'entrepreneur accepte d'être payé selon les dispositions prévues de la Base de paiement durant la période de prolongation.

L'autorité contractante avisera l'entrepreneur de la prolongation du contrat en lui faisant parvenir un avis écrit au moins trente (30) jours civils avant la date d'expiration du contrat. La prolongation sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

5. Responsables

5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante dans le cadre du contrat est :

Nom : Crystal Hendrickson
Titre : Approvisionnement et contrats
Environnement et Changement climatique Canada
Adresse : 9250, 49^e Rue
Edmonton (Alberta) T6B 1K5
Téléphone : 780-951-8653
Télécopieur : 780-495-5097
Adresse électronique : crystal.hendrickson@canada.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification du contrat doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, à la suite des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2 Responsable technique – sera annoncé après l'attribution du contrat

Le responsable technique dans le cadre du contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Adresse électronique : _____

Le responsable technique, susnommé, représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat et il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements touchant la portée des travaux. De telles modifications ne peuvent être effectuées que par l'entremise d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.3 Représentant de l'entrepreneur – sera annoncé après l'attribution du contrat

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : ____ - ____ - ____

Télécopieur : ____ - ____ - ____
Adresse électronique : _____

6. Divulgence proactive des contrats conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la gestion de la fonction publique](#), l'entrepreneur a convenu que ces renseignements seront affichés sur les sites Web ministériels, dans le cadre des rapports de divulgation proactive, conformément à [l'Avis sur la politique des marchés 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor.

7. Paiement

7.1 Base de paiement

L'entrepreneur sera remboursé pour les coûts qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, établis conformément à la méthode de paiement à l'annexe B, jusqu'à un prix plafond de ____ \$. Les droits de douane sont compris et les taxes applicables sont en sus.

7.2 Paiement mensuel

Clause du *Guide des CCUA* H1001C (2008-05-12), Paiements multiples

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque des unités auront été complétées et livrées conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé au contrat ont été présentés conformément aux instructions relatives à la facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.3 Clauses du Guide des CCUA

A9117C (2007-11-30) T1204 – demande directe du ministère client

1. Conformément à l'alinéa 221(1)d) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R. 1985, ch. 1, (5^e suppl.), les ministères et organismes sont tenus de déclarer à l'aide du feuillet T1204, Paiements contractuels de services du gouvernement, les paiements versés aux entrepreneurs en vertu de contrats de service pertinents (y compris les contrats comprenant à la fois des biens et des services).
2. Afin de permettre aux ministères et organismes de se conformer à cette exigence, à la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir son numéro d'entreprise ou son numéro d'assurance sociale, selon le cas. (Ces demandes peuvent être faites par lettre d'appel générale aux entrepreneurs, par écrit ou par téléphone.)

Clause du Guide des CCUA C0711C (2008-05-12), Vérification du temps

Le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur peuvent faire l'objet d'une vérification par le Canada, avant ou après que l'entrepreneur a été payé. Si la vérification est effectuée après le paiement, l'entrepreneur s'engage à rembourser tout montant versé en trop, à la demande du Canada.

8. Attestations

8.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

8.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Manquement de la part de l'entrepreneur

L'entrepreneur comprend et convient que, lorsqu'il conclut un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi avec le Programme du travail d'Emploi et Développement social Canada, cet accord doit demeurer valide pendant toute la durée du contrat. Si cet accord devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la « [Liste d'admissibilité limitée à soumissionner au Programme de contrats fédéraux](#) ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré comme non conforme aux modalités du contrat.

9. Lois applicables

Le contrat subséquent doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties doivent être déterminées par ces lois.

10. Règlements concernant les emplacements du gouvernement

A9068C (2010-01-11) Règlements concernant les emplacements du gouvernement

L'entrepreneur doit se conformer à tous les règlements, instructions et directives en vigueur à l'emplacement où les travaux sont exécutés.

11. Exigences en matière d'assurances – Exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurances énoncées dans l'annexe E. Il doit conserver la couverture exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat ni ne la diminue.

L'entrepreneur doit décider si une couverture supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et se conformer aux lois applicables. Toute couverture supplémentaire est à la charge de l'entrepreneur et souscrite pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance qui satisfait aux exigences est en vigueur. Pour les entrepreneurs établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada; cependant, pour les entrepreneurs établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée conforme de toutes les polices d'assurance applicables.

12. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) 2035B (2012-03-02), Conditions générales – besoins plus complexes de services, comme modifiées;
- c) l'annexe A, Énoncé des travaux;
- d) l'annexe B, Base de paiement;
- e) l'annexe C, Exigences en matière d'assurance;
- h) l'annexe D, Formulaire de vérification de l'intégrité;
- i) l'annexe E, Lettre concernant la disponibilité et la volonté d'exécuter les travaux énoncés;
- j) la soumission de l'entrepreneur datée du _____ (*insérer la date de la soumission – si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au besoin au moment de l'adjudication du contrat, comme clarifié le _____ ou comme modifié le _____ et insérer la date de la clarification ou de la modification*).

ANNEXE A ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Titre du projet : Production du guide/manuel d'intervention pour les rives en eau douce d'Environnement et Changement climatique Canada

1. Renseignements généraux

Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) était l'un des chefs de file de l'élaboration des techniques d'évaluation pour la restauration de la rive (TERR) et des protocoles de documentation lors des interventions qui ont suivi les déversements d'hydrocarbures de *Nestucca* et d'*Exxon Valdez* en 1988-1989. Depuis, le programme TERR constitue une composante essentielle de l'intervention en cas de déversement au Canada, aux États-Unis et à l'échelle internationale. Les TERR forment une approche systémique qui utilise une terminologie, des documents et un processus décisionnel normalisés aux fins du nettoyage des littoraux. Elles fournissent un cadre organisationnel clair qui lie le processus TERR au nettoyage et à la coordination logistique. En juillet 2016, ECCC a publié le *Guide pratique d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures sur les rives en milieu marin*, et la 3^e édition du guide TERR sera publiée au début de 2018.

ECCC n'a pour le moment aucun guide ou manuel d'intervention pour les rives en eau douce. L'expérience tirée par ECCC de l'application des TERR pendant des incidents en milieux marins et d'eau douce au cours des dernières années a permis de repérer plusieurs secteurs devant être mis à jour, modifiés ou précisés. Pour cette raison, ECCC dirige actuellement l'élaboration d'un guide ou d'un manuel d'intervention pour les rives en eau douce.

2. Section des urgences – Sciences et technologie (SUST)

En 2016, la SUST a lancé un programme de recherche et développement de 3 ans afin d'examiner plusieurs questions précises concernant les incidences environnementales et la détection d'hydrocarbures conventionnels et non conventionnels (bitume dilué) en eau douce. De 2016 au 31 mars 2019, la SUST a entrepris les activités suivantes et continuera dans la même voie :

- 2.1 recueillir et évaluer des renseignements scientifiques environnementaux de base par rapport aux quatre domaines de la planification en intervention;
- 2.2 effectuer des études sur le sort, le comportement et le nettoyage des produits non conventionnels de bitume dilués pour différents types de rives et de berges en eau douce et sous diverses conditions;
- 2.3 élaborer des outils qui permettront de mieux comprendre le comportement des différents produits pétroliers dans les écosystèmes.

Les connaissances tirées de la présente recherche scientifique seront ajoutées à différents guides de terrain et d'intervention. Ce contrat vise à présenter un nouveau guide ou manuel d'intervention pour les rives en eau douce qui tient compte des nouvelles recherches scientifiques de pointe sur les littoraux, en plus d'être défendable et crédible du point de vue juridique afin de fournir aux équipes d'intervention en cas de déversement des outils de soutien technique plus éclairés à l'appui de l'évaluation des littoraux en eau douce et des options de traitement des littoraux.

3. Justification pour les groupes d'experts techniques et les scientifiques de littoraux

Afin d'aborder les préoccupations et les lacunes dans les connaissances liées aux produits pétroliers non conventionnels, comme le bitume dilué, le gouvernement du Canada a annoncé le lancement du système de sécurité de classe mondiale pour les navires-citernes le 18 mars 2013. L'expansion future de l'industrie pétrolière pourrait être grande, et la SUST effectue des recherches sur les interactions entre le bitume dilué et les littoraux. ECCC concentrait ses efforts sur la science opérationnelle pour éclairer les interventions en cas de déversement de pétrole en milieu marin et en eau douce. Effectuer davantage de recherche en vue de renforcer les processus de préparation et d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbure en eau douce en améliorant la planification et la préparation afin de limiter l'incidence environnementale des différents incidents, tels que des déversements de pétrole, d'améliorer les contre-mesures utilisées et de fournir des outils axés sur des conseils d'experts du domaine scientifique aux intervenants afin de réduire les incidences environnementales des déversements.

La SUST d'ECCC nécessite les services d'experts techniques ayant une expérience considérable dans les domaines de la contamination liée aux déversements d'hydrocarbures, de la préparation et de l'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures et des techniques d'évaluation pour la restauration de la rive (TERR) afin d'élaborer le **guide/manuel d'intervention pour les rives en eau douce**, les **outils de travail connexes** et les **formulaires de SOS (Résumé du mazoutage côtier)** pour les lacs et les rivières. Les travaux comprennent les points suivants, sans toutefois s'y limiter :

- définir le contenu du manuel d'intervention pour les rives en eau douce et en présenter un aperçu au moyen d'une table des matières;
- rédiger le manuel;
- concevoir des outils de travail et des formulaires de SOS (rivières et lacs);
- concevoir un format de publication pour le manuel.

Le guide/manuel complet, les outils de travail et les formulaires de SOS (rivières et lacs) seront fournis dans un format électronique présenté à ECCC et prêt à l'impression par ECCC, conformément aux critères de publication actuels.

4. Objectif

Environnement et Changement climatique Canada nécessite les services d'un expert technique ou d'une équipe d'experts en vue d'élaborer un tout nouveau guide/manuel pour les rives en eau douce, des outils de travail connexes et des formulaires de SOS pour les rivières et les lacs. L'expert technique ou le groupe d'experts devra avoir une expérience considérable dans les domaines des techniques d'évaluation pour la restauration de la rive (TERR), de la contamination des rives des lacs et des rivières à la suite de déversements d'hydrocarbures et des processus de préparation et d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures. ECCC constituera l'autorité scientifique chargée de préciser les exigences et de fournir un aperçu en vue d'élaborer le nouveau guide/manuel.

5. Portée

L'expert technique ou l'équipe d'experts fournira une expertise scientifique par rapport aux déversements d'hydrocarbure en eau douce pour les différents types de littoraux. La SUST a géré une production collaborative de manuels similaires dans le cadre de la 3^e édition du guide TERR (2015 à 2017) et du *Guide pratique d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures sur les rives en milieu marin* (2016). Le ou les experts devront consulter ECCC et veiller à ce que le nouveau guide ou

manuel pour les rives en eau douce corresponde à la plus récente édition du guide TERR et au guide sur les rives en milieu marin d'ECCC et qu'il les complète.

6. Tâches\résultats attendus

Les tâches et les résultats attendus prévus couvriront 2 exercices, celui de 2018-2019 et celui de 2019-2020. La période du contrat commencera à la date d'attribution du contrat et se terminera le 31 mars 2020. La première année sera axée sur la planification/conception et la rédaction, l'examen des publications, la rédaction de la table des matières et la première ébauche du guide/manuel. La deuxième année sera consacrée à la révision et à la production de la seconde ébauche et de la version définitive du guide/manuel ainsi qu'à la révision des outils de travail et des formulaires de SOS. De concert avec l'autorité scientifique d'ECCC, l'entrepreneur sera responsable des tâches suivantes, sans s'y limiter :

- fournir un plan de gestion de projet pour la conception et la rédaction du manuel d'intervention pour les rives en eau douce, des outils de travail connexes et des formulaires de SOS pour les rivières et les lacs. Le plan de gestion doit comprendre des renseignements sur la conception du projet, les tâches, de même que des jalons et des résultats attendus clairs, il doit également indiquer le responsable scientifique ou technique de chaque tâche et comporter une brève description des activités et des tâches. La conception du projet comprendra la table des matières et un aperçu proposé du manuel d'intervention pour les rives en eau douce, des outils de travail et des formulaires de SOS pour les rivières et les lacs;
- effectuer un examen approfondi des publications sur les technologies de pointe et l'état d'application qui caractérisent actuellement les interventions pour les rives en eau douce, y compris la terminologie des TERR pour les rivières et les lacs qui doit être utilisée dans le manuel et les outils de travail ainsi que dans le cadre du nettoyage des littoraux. L'entrepreneur doit fournir un document démontrant la recherche de publications, l'examen des interventions liées aux rives en eau douce, l'examen des TERR pour les rivières et les lacs, les renseignements et documents scientifiques pertinents qui ont fait l'objet d'un examen en ce qui a trait au nettoyage des littoraux et une liste des personnes-ressources pertinentes qui ont été consultées dans le cadre de ce projet;
- fournir une ébauche du manuel d'intervention pour les rives en eau douce, des outils de travail et des formulaires de SOS pour les rivières et les lacs, y compris le texte, les graphiques, les photos, de même que l'ensemble des figures et des tableaux adéquats qui doivent être utilisés dans le manuel et dans les outils de travail. Livraison de l'ébauche des documents électroniques dans MS Word 2010 ou dans une version ultérieure du logiciel à l'autorité scientifique aux fins d'examen ou d'approbation;
- fournir la version définitive du manuel d'intervention pour les rives en eau douce, des outils de travail et des formulaires de SOS pour les rivières et les lacs révisés, qui tiennent compte des corrections demandées par le responsable technique de l'ébauche pour ECCC, dans la version électronique du manuel d'intervention pour les rives en eau douce sous MS Word 2010, ou les versions ultérieures, et sous les formats PDF. Toutes les photos seront fournies en format JPG ou un autre format en haute résolution.

Le tableau suivant présente les résultats attendus et l'échéancier.

Produit livrable	Échéancier
Plan pour la conception et la rédaction du manuel d'intervention pour les rives en eau douce et l'examen des publications	29 juin 2018
Table des matières	1 ^{er} août 2018
Ébauche du manuel d'intervention pour les rives en eau douce, des formulaires de SOS (rivières et lacs) et des outils de travail	30 janvier 2018
Seconde ébauche du manuel d'intervention pour les rives en eau douce, des formulaires de SOS (rivières et lacs) et des outils de travail	30 mai 2019
Version définitive du manuel d'intervention pour les rives en eau douce	15 octobre 2019
Version révisée des outils de travail et des formulaires de SOS (rivières et lacs)	1 ^{er} décembre 2019

7. Réunions

Au minimum, ce qui suit :

Participer, dans les locaux de la SUST à Ottawa ou par téléconférence/vidéoconférence, à une rencontre de démarrage organisée par le responsable technique d'Environnement et Changement climatique Canada au début du projet. L'objectif principal de cette réunion sera d'assurer que les exigences de la SUST sont bien comprises par l'ensemble des parties.

Réunions d'étape : les réunions d'étape seront tenues sur une base mensuelle ou à un intervalle jugé approprié par le responsable technique. Elles auront lieu dans les locaux de la SUST à Ottawa, par téléconférence ou par vidéoconférence. L'entrepreneur devra préparer des renseignements écrits au sujet de ces réunions, y compris :

- la table des matières complète;
- une liste des travaux devant être terminés pendant la période de déclarations;
- la détermination des questions qui posent problème, le cas échéant;
- les mesures exigées par la SUST ou l'autorité scientifique;
- les autres renseignements jugés appropriés.

8. Responsabilités du responsable technique

Le responsable technique d'ECCC est chargé de :

- préciser les objectifs et les exigences de travail, y compris la coordination avec l'entrepreneur afin de définir, d'examiner et d'approuver les échéanciers liés aux tâches et aux résultats attendus;

- examiner les progrès réalisés par rapport aux tâches et aux résultats attendus ainsi que les changements apportés au plan de gestion, le cas échéant;
- examiner et approuver le plan de gestion proposé pour l'élaboration du nouveau manuel d'intervention pour les rives en eau douce;
- examiner les modifications proposées, le cas échéant, approuver l'ébauche et la version définitive prêtes pour l'impression du manuel d'intervention pour les rives en eau douce, des outils de travail et des formulaires de SOS (rivières et lacs), et confirmer que le manuel tient compte de l'initiative de trois ans en cours relative aux interventions en cas de déversement d'hydrocarbures en eau douce;
- faire traduire en français la version définitive du manuel d'intervention pour les rives en eau douce, en s'assurant que le manuel respecte les exigences de publication fédérales, et imprimer le manuel. Prendre note que la traduction et l'examen de la version française du manuel d'intervention pour les rives en eau douce seront effectués plus tard et se situent à l'extérieur du cadre de ce contrat.

9. Responsabilités de l'entrepreneur

- L'entrepreneur présentera tous les résultats attendus officiels par écrit à l'autorité scientifique sous un format électronique en anglais prêt à l'impression dans Microsoft Word (MS Office 2010 ou version ultérieure).
- Fournir la liste complète des documents et des bibliographies de référence, ainsi que des sources de données, en tant que produit livrable officiel par écrit.
- L'entrepreneur fournira toutes les photos en format JPG et en haute résolution aux fins d'impression.
- L'entrepreneur devra être disponible pour discuter de l'état et des constatations associés aux tâches et aux résultats attendus par conférence téléphonique et/ou par réunion.

10. Titre à la propriété intellectuelle et droit d'auteur

L'État a déterminé que les droits de propriété intellectuelle originale découlant de l'exécution des travaux prévus au contrat seront dévolus au Canada, pour la raison suivante :

(6.4.1) l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est de générer des connaissances et des renseignements qui seront diffusés au public.

11. Lieu de travail

Les travaux seront effectués dans les locaux d'entreprise de l'entrepreneur.

12. Exigences en matière de rapport

L'entrepreneur devra communiquer et écrire en anglais. Tous les documents et les rapports seront produits en anglais. L'entrepreneur fournira par écrit toutes les mises à jour du projet au gestionnaire de programme d'Environnement et Changement climatique Canada sous une version lisible par ordinateur de Microsoft Word (MS Office 2003 ou version ultérieure). L'entrepreneur préparera toutes les figures et les tableaux qui devront être utilisés dans les documents.

13. Durée du contrat/niveau d'efforts

La période du contrat commencera à partir de la date d'attribution, s'étendra sur deux exercices 2018-2019 et 2019-2020 et se terminera le 31 mars 2020. Le niveau d'efforts nécessaires est estimé à 150 jours pendant toute la durée du contrat.

14. Honoraires et déboursés

- Il s'agit d'un projet de bureau. Aucuns frais de déplacement ne sont prévus, mais si des déplacements imprévus sont requis, les lignes directrices en matière d'approvisionnement du gouvernement fédéral s'appliqueront.
- Le montant total du contrat que paiera Environnement et Changement climatique Canada ne doit pas excéder 125 000 \$ CA (taxes en sus) pour l'exercice 2018-2019 et 45 000 \$ (taxes en sus) pour l'exercice 2019-2020, et il sera payé sur présentation des factures originales et avec l'autorisation du gestionnaire de projet.

Les factures coïncideront avec les jalons et les réalisations attendues et seront soumises à ECCC.

Toutes les tâches devront être réalisées et toutes les factures présentées au plus tard le 31 mars 2019 pour l'exercice financier gouvernemental de 2018-2019 et au plus tard le 31 mars 2020 pour l'exercice 2019-2020.

ANNEXE B BASE DE PAIEMENT

Les prix sont fermes.

Les prix fermes sont exprimés en dollars canadiens.

Les prix n'incluent pas la TVH. Cependant, la TVH sera indiquée séparément, le cas échéant, sur toute facture produite dans le cadre du contrat.

Le tableau doit être entièrement rempli, sinon la soumission sera considérée comme étant non recevable et ne sera pas évaluée.

Produit livrable	Délai prévu	Prix du soumissionnaire
Plan pour la conception et la rédaction du manuel d'intervention pour les rives en eau douce et la recherche des publications	29 juin 2018	_____ \$
Table des matières	1 ^{er} août 2018	_____ \$
Ébauche du manuel d'intervention pour les rives en eau douce, des formulaires de SOS (rivières et lacs) et des outils de travail	30 janvier 2018	_____ \$
Seconde ébauche du manuel d'intervention pour les rives en eau douce, des formulaires de SOS (rivières et lacs) et des outils de travail	30 mai 2019	_____ \$
Version définitive du manuel d'intervention pour les rives en eau douce	15 octobre 2019	_____ \$
Version révisée des outils de travail et des formulaires de SOS (rivières et lacs)	1 ^{er} décembre 2019	_____ \$
TOTAL		_____ \$

ANNEXE C EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

L'entrepreneur doit souscrire les polices d'assurance suivantes dès qu'il est informé qu'un contrat lui sera attribué.

G2001C (2014-06-26) Assurance de responsabilité civile commerciale

L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile des entreprises d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

- a. assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada;
- b. blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur;
- c. produits et activités réalisées : Couverture pour les blessures corporelles ou les dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités réalisées par l'entrepreneur;
- d. préjudice personnel : La couverture devrait inclure notamment la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation;
- e. responsabilité réciproque/séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans les limites prévues par la couverture. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux;
- f. responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au présent contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle;
- g. les employés et, le cas échéant, les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels;
- h. responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail ou par un programme semblable);
- i. formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités accomplies : La police doit prévoir la couverture des dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance standard;
- j. avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de

trente (30) jours en cas d'annulation de la police;

- k. s'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat;
- l. responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer;
- m. assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur;
- n. préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans;
- o. assurance tous risques de responsabilité civile des locataires : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de l'occupation d'installations louées;
- p. modification de l'exclusion sur les engins nautiques, pour inclure les activités de réparation accessoires effectuées à bord des engins nautiques;
- q. pollution subite et accidentelle (120 heures minimum) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle;
- r. droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5d) de la *Loi sur le ministère de la Justice*, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur, Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord pour accepter un règlement proposé par l'assureur de l'entrepreneur et accepté par les plaignants, ce qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action

intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur et devra acquitter toute différence entre l'indemnité pour laquelle l'action en justice intentée contre le Canada aurait été réglée et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) par le Canada ou en son nom.

ANNEXE D
Régime d'intégrité

Le soumissionnaire doit remplir la liste de noms ci-jointe pour le formulaire de vérification de l'intégrité.

ANNEXE E

**LETTRE CONCERNANT LA DISPONIBILITÉ ET LA VOLONTÉ
D'EXÉCUTER LES TRAVAUX ÉNONCÉS DANS LE CONTRAT**

Je, _____ **[votre nom]**, confirme que je suis d'accord et disponible pour exécuter le travail, tel qu'il est exigé par les représentants du Canada, au moment indiqué dans la demande de soumissions, et que je suis disposé(e) à suivre toute formation requise pour effectuer le travail.

Je confirme également que _____ **[nom du soumissionnaire]** a l'autorisation de fournir mon nom comme ressource dans la présente soumission pour le contrat de services d'observation météorologique.

Nom et signature

Date